

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin
Semaine du 29 avril 2024

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

PMI : évolution divergente des indices PMI en avril

Politique économique : réunion sur l'économie du Politburo et annonce du 3ème Plénum pour juillet

Immobilier : assouplissement des restrictions à l'achat immobilier à Pékin, dans un contexte d'augmentation des stocks de logements invendus

Démographie : publication du rapport annuel du NBS sur les travailleurs migrants

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Instruments de défense commerciale : la Chine révisé sa loi sur les droits de douane

Relation Chine-US : nouvelle mesure antidumping chinoise sur les importations de produits chimiques en provenance des Etats-Unis

Climat des affaires : la chambre de commerce américaine appelle les autorités chinoises à davantage de transparence et de cohérence

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Semi-conducteurs : le nouveau smartphone Pura 70 de Huawei serait aussi doté d'une puce de 7nm

Automobile : annonce de subventions au remplacement de véhicules

Données/automobile : Tesla obtient deux agréments importants concernant la connectivité des véhicules

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Villes : le MNR entend freiner la croissance irrationnelle de l'offre de logements dans les villes pour stabiliser les marchés immobiliers locaux

Aéronautique : les compagnies Air China et China Southern Airlines commandent chacune 100 appareils C919

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong [\(ici\)](#)

Bourse : *L'Occitane International* s'apprête à quitter la Bourse de Hong Kong (HKEX)

Cryptoactifs : lancement d'ETFs adossés au *bitcoin* et à *l'ether*

Tourisme : extension du visa d'affaires pour les visiteurs de Chine continentale

Macao [\(ici\)](#)

Industrie du jeu : les actions des opérateurs de casinos en hausse suite à l'annonce de facilitation des visas pour les visiteurs chinois

Taiwan [\(ici\)](#)

Energies renouvelables : Taïwan élargit son parc éolien en mer

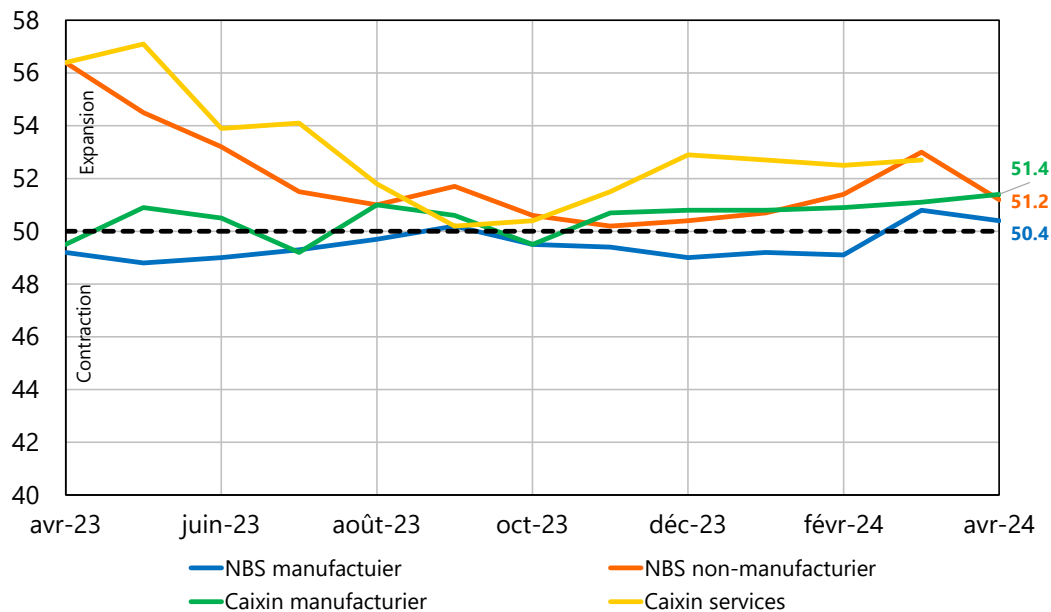
Patrimoine économique à Taïwan : la somme brute enregistre une hausse, mais l'écart entre les riches et les pauvres s'agrandit

Chine continentale

Conjoncture

PMI : Evolution divergente des indices PMI en avril

Niveau des Indices PMI chinois



Sources: NBS, Caixin

Au mois d'avril, les indices PMI chinois officiels connaissant une légère diminution mais demeurent en zone d'expansion, tandis que l'indice Caixin manufacturier progresse à son niveau le plus élevé depuis début 2023.

L'indice PMI [manufacturier officiel](#) diminue à 50,4 (contre 50,8 en mars). Cette évolution traduit principalement la baisse du sous-indice des nouvelles commandes (qui passe de 53 à 51 en avril), tandis que le sous-indice de la production progresse (de 52,2 à 52,9 en avril).

L'indice PMI [non-manufacturier officiel](#) diminue également au mois d'avril, pour atteindre 51,2 (contre 53 en février), dont un sous-indice de 56,3 pour le secteur de la construction, stable. Le sous-indice du secteur des services diminue en revanche de 2 points et s'établit à 50,3.

L'indice PMI manufacturier de [Caixin](#) s'établit à 51,4, en légère progression de 0,3 point par rapport à mars, et à un niveau inédit depuis le début de l'année 2023. Caixin ne publie pas le niveau des sous-indices mais souligne que le sous-indice des nouvelles commandes à l'exportation est au plus haut depuis fin 2020.

L'indice PMI Caixin des services pour avril sera publié lundi 6 mai.

Pour mémoire, le PMI manufacturier Caixin utilise un échantillon plus petit (500 entreprises) que le PMI officiel (3000 entreprises), et inclut davantage de PME, de sociétés privées et d'exportateurs situés dans les régions côtières. Il arrive régulièrement que les deux indices divergent.

Politique économique : réunion sur l'économie du Politburo et annonce du 3^{ème} Plénum pour juillet

Cette semaine, le bureau politique (Politburo) du Comité central du Parti communiste chinois a tenu une réunion consacrée à l'analyse de la situation économique. A cette occasion, les autorités ont annoncé que la troisième session plénière du comité central (3^{ème} Plénum), traditionnellement dédiée aux questions économiques, se tiendrait en juillet prochain et portera sur le thème de « l'approfondissement des réformes » et « l'avancée de la modernisation chinoise ».

Sur la situation économique actuelle, le [communiqué](#) de la réunion maintient l'orientation de la politique économique de ces derniers mois et réaffirmée lors des *Lianghui* en mars (politique budgétaire « proactive » et politique monétaire « prudente »). Les autorités appellent toutefois à renforcer la mise en œuvre « effective » des politiques macroéconomiques. Pour la politique budgétaire, sont notamment mentionnées l'émission et l'utilisation rapide des obligations gouvernementales. Concernant la politique monétaire, le communiqué appelle à employer de façon « flexible » les outils de politique monétaire, et mentionne explicitement les taux d'intérêt et le taux de réserves obligatoires, pour « augmenter le soutien à l'économie réelle » et « réduire les coûts de financement ». Le développement des « nouvelles forces productives de qualité », l'augmentation du commerce et l'attrait des IDE en Chine sont aussi mentionnés.

Au sujet de la dette des gouvernements locaux, le plan de résolution des risques (i.e. par refinancement des dettes les plus risquées, notamment des LGFV, et reprise au bilan des gouvernements locaux) devra être « complètement » mis en œuvre. Les autorités insistent toutefois sur l'importance pour les échelons locaux de réduire leur dette « tout en maintenant un développement stable ».

Immobilier : assouplissement des restrictions à l'achat immobilier à Pékin, dans un contexte d'augmentation des stocks de logements invendus

La baisse continue des ventes immobilières au niveau national (-19,4 % en volume au T1 en g.a) a conduit à une augmentation du stock de logements invendus, qui s'élève fin mars à 395 M m² (+ 23,9 % en g.a.) et se rapproche du pic de 466 M m² de stocks atteint en février 2016.

Dans ce contexte, les autorités concentrent leurs efforts sur la réduction des stocks de logements neufs invendus. Le 30 avril, la municipalité de Pékin, réputée très stricte en matière de restrictions à l'achat, a assoupli sa politique en la matière pour la première fois depuis 2011. Désormais, les familles ou individus qui atteignent la limite maximale du nombre de biens immobiliers peuvent en acheter d'autres à l'extérieur du 5^{ème} périphérique, où se trouvent 81 % des logements neufs à vendre de la ville d'après le cabinet Centaline Property.

Plus largement, depuis plusieurs mois, de multiples villes ont levé leurs restrictions à l'achat. Aujourd'hui, seules les villes de rang 1 (Pékin,

Shanghai, Canton, Shenzhen), l'île de Hainan et de rares villes de rang 2 (Hangzhou, Xi'an et Tianjin) les maintiennent, entièrement ou partiellement.

En parallèle, le Politburo a demandé cette semaine (voir *supra*) à ce que soient effectuées des « recherches sur la réduction du stock de logements invendus » et sur l'amélioration de la qualité des nouveaux logements, signalant une attention portée au problème des stocks invendus au niveau national.

Démographie : publication du rapport annuel du NBS sur les travailleurs migrants

Le Bureau National de Statistique a publié ce mardi son [rapport annuel](#) sur les travailleurs migrants chinois, qui représentent 297,53 M de personnes soit environ 1/3 de la population active. Ils se répartissent entre :

- 121 millions de travailleurs migrants « locaux », des personnes qui restent sur leur lieu d'enregistrement mais n'occupent plus d'emploi agricole
- 176 millions de travailleurs migrants « extérieurs », qui quittent leur lieu d'enregistrement, parmi lesquels :
 - o 109 millions ont migré au sein de leur province d'origine
 - o 67,5 millions ont migré hors de leur province

Parmi les migrants, 62,7 % sont des hommes. L'âge moyen est de 43,1 ans. 52 % ont un niveau équivalent au collège, c'est-à-dire qu'ils ont arrêté leurs études après 9 ans d'éducation obligatoires.

Le rapport confirme que l'augmentation du nombre annuel de migrants depuis les années 1980 se poursuit, (+1,9M en un an). Les migrants privilégient moins les provinces de l'est : l'emploi des migrants dans les provinces de l'est a reculé de 1,1 % tandis que l'emploi dans les provinces centrales et occidentales a augmenté de 3,1 % et 1,8 % respectivement.

En termes sectoriels, les migrants sont d'abord employés dans le secteur tertiaire (53,8 %, en augmentation de 2,1 points). Le rapport relève également une diminution importante de la part de migrants employés dans le secteur de la construction (de 17,7 % à 15,4 %), cette baisse de 6,5M d'emplois étant largement imputable à la crise immobilière. Cela reflète l'évolution de l'économie chinoise : ces 30 dernières années, les travailleurs migrants ont largement participé aux secteurs industriels et à la construction ; aujourd'hui, les créations d'emplois sont plus dynamiques dans les secteurs technologiques et les services.

Retour au sommaire [ici](#)

Echanges et politique commerciale

Instruments de défense commerciale : la Chine révisé sa loi sur les droits de douane

L'assemblée nationale populaire [a adopté](#) le 26 avril une nouvelle loi sur les droits de douane renforçant les capacités chinoises en matière de défense commerciale. Cette législation, qui entrera en vigueur le 1^{er} décembre, définit une série de dispositions juridiques relatives aux droits de douane sur les importations et les exportations chinoises, de la définition des incitations fiscales au droit de la Chine de répliquer aux pays qui ne respecteraient pas les accords commerciaux.

Si la Chine pouvait déjà appliquer des mesures de représailles en cas d'imposition par un État tiers d'interdictions, de restrictions ou de tout autre mesure « discriminatoires » à l'égard de la Chine (cf. article 7 de la précédente version de la [loi](#)), la révision intègre un « principe de réciprocité » à l'égard des marchés avec lesquels elle a signé un accord commercial préférentiel, et permet à la Chine d'appliquer des droits de douane équivalents sur les marchandises des pays qui ne respectent pas leur accord (cf. article 17).

Pour rappel, des dispositions similaires figuraient d'ores et déjà dans la loi sur le commerce extérieur révisée en 2004. Toutefois, cette révision permet à la Chine de se doter d'un nouvel instrument de dissuasion dans un contexte de tensions commerciales croissantes.

Relation Chine-US : nouvelle mesure antidumping chinoise sur les importations de produits chimiques en provenance des Etats-Unis

Le 19 avril, le ministère chinois du Commerce (MofCom) a [annoncé](#) des mesures antidumping temporaires sur les importations d'acide propionique en provenance des États-Unis. Depuis le 20 avril, ces importations sont soumises à prélèvement de 43,5 %.

Cette décision s'inscrit dans le cadre de l'enquête antidumping lancée par le MofCom en juillet 2023 sur les importations d'acide propionique, un produit chimique largement utilisé dans la production de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux, de pesticides et de médicaments. D'après l'enquête du MofCom, deux entreprises américaines, *Dow* et *Eastman Chemical*, offriraient des prix inférieurs à ceux du marché, au préjudice des producteurs chinois.

Compte tenu du volume relativement faible des importations chinoises d'acide propionique en provenance des États-Unis, cette mesure apparaît

comme largement symbolique. Elle intervient toutefois dans un contexte de tensions accrues avec Washington, les États-Unis ayant renforcé leur discours sur ce qu'ils considèrent comme des pratiques commerciales déloyales de la part de la Chine, en menaçant d'augmenter les droits de douane visant les industries chinoises de l'acier, de l'aluminium et de l'énergie solaire.

Climat des affaires : la chambre de commerce américaine appelle les autorités chinoises à davantage de transparence et de cohérence

La chambre de commerce américaine en Chine (AmCham) [a publié](#) le 23 avril son rapport annuel sur le climat des affaires et l'environnement réglementaire auxquels les entreprises américaines sont confrontées en Chine : *2024 American Business in China White Paper*.

Le livre blanc souligne particulièrement le manque de transparence et de cohérence de la réglementation chinoise, citant par exemples les « orientations et directives politiques ambiguës » concernant l'importation et l'exportation de semences, des normes de certification incohérentes dans l'industrie cosmétique et une loi peu claire sur la cryptographie introduite en 2019. D'après l'AmCham, ces difficultés conduiraient les investisseurs à adopter une approche prudente vis-à-vis de la Chine.

Le rapport fixe également les 3 priorités politiques de la Chambre pour 2024 :

1. Encourager la communication et le dialogue de haut niveau entre les deux pays afin de favoriser la compréhension mutuelle ;
2. Garantir une élaboration et une mise en œuvre cohérentes et claires des politiques afin de permettre aux entreprises de prendre des décisions d'investissement éclairées ;
3. Construire un accès efficace et égal au marché pour soutenir l'engagement des entreprises à investissement étranger sur le marché chinois.

Industrie et numérique

Semi-conducteurs : le nouveau smartphone Pura 70 de Huawei serait aussi doté d'une puce de 7nm

Le nouveau smartphone Huawei Pura 70 contiendrait une puce d'un niveau de miniaturisation équivalent à 7nm. Ce niveau de miniaturisation est théoriquement inaccessible aux acteurs chinois suite à la mise en place de contrôles exports étrangers ([voir les brèves du SER de Pékin – semaine du 16 octobre 2023](#)), mais a déjà été franchi par Huawei en septembre dernier avec le smartphone M60 Pro ([voir les brèves du SER de Pékin – semaine du 11 septembre 2023](#)). Huawei n'a pas officiellement confirmé les caractéristiques techniques de l'appareil, annoncé la semaine dernière, mais celles-ci ont été établies par démontage par le cabinet Fomalhaut Techno Solutions.

Outre le degré de miniaturisation de la puce, [le P70 serait composé à « plus de 90 % »](#) de composants chinois. Les 10 % restants seraient majoritairement sourcés au Japon (Sony) pour des composants nécessaires au fonctionnement de l'appareil photo. L'ensemble des composants critiques (batterie, puces, dispositifs de dissipation de chaleur, composants acoustiques, écran, etc.) de ce smartphone haut de gamme seraient donc aujourd'hui disponibles en Chine.

Selon les estimations du cabinet TechInsights reprises [par la presse chinoise](#), Huawei serait en mesure de produire 50 millions de smartphones en 2024 (contre 32 M en 2023), dont 10,4 M de Pura 70. Toutefois, le volume disponible de smartphones dotés de technologies placées sous contrôles exports ne constituerait qu'une fraction réduite des ventes de Huawei : de septembre 2023 à mars 2024, les ventes de Huawei de smartphones 7nm [se situeraient aux alentours](#) de 10 M d'unités, et seraient toujours confrontés à certaines pénuries de composants. Entre septembre 2023 et décembre 2024, Huawei pourrait donc être en mesure de produire 20 M d'unités dotées de semi-conducteurs de finesse de gravure équivalente à 7nm, ce qui représenterait un doublement des capacités de production existantes de SMIC.

En 2023, les fabricants chinois de smartphones ont écoulé 231 M d'appareils.

Automobile : annonce de subventions au remplacement de véhicules

Le 26 avril, le ministère du Commerce (MOFCOM) et six autres administrations ont [annoncé](#) des subventions forfaitaires au remplacement (i) de véhicules thermiques obéissant aux normes nationales d'émission III

(ou inférieures)¹ et (ii) de véhicules à énergies nouvelles (VEN) immatriculés avant le 30 avril 2018. Jusqu'au 31 décembre 2024, pour chaque véhicule répondant à l'une de ces deux catégories, mis à la casse puis remplacé par un VEN inscrit dans un catalogue du ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT), une subvention de 10 000 RMB (1 290 EUR) sera octroyée. Dans le cas d'un véhicule thermique remplacé par un véhicule thermique faiblement émetteur, la subvention s'élèvera à 7 000 RMB (900 EUR).

Selon [Caixin](#), environ 18 M de véhicules seraient éligibles à ce mécanisme de subventions (16 M de véhicules thermiques et 2 M de VEN).

Données/automobile : Tesla obtient deux agréments importants concernant la connectivité des véhicules

Tesla a obtenu deux agréments levant les incertitudes portant sur la vente de véhicules Tesla en Chine et la diffusion de son logiciel de conduite autonome.

L'Association chinoise des constructeurs automobiles (CAAM), consortium industriel soutenu par le gouvernement, a validé les pratiques mises en œuvre par Tesla concernant le traitement des données personnelles (reconnaissance faciale, données de localisation, traitement des données du cockpit). Les tests de sécurité des données portaient notamment sur la manière dont un véhicule recueille des « informations personnelles sensibles » et sur la question de savoir si un conducteur peut facilement empêcher une voiture de recueillir des données. Dans le passé, les voitures Tesla ont été interdites d'accès aux enceintes militaires chinoises et à d'autres sites gouvernementaux, aéroports et autoroutes en raison de préoccupations [liées à la collecte de données](#).

Le système Full Self-Driving (FSD) a également obtenu l'agrément des autorités chinoises. Il s'agit d'un logiciel de conduite autonome pouvant désormais être déployé en Chine sur la base d'informations et de cartes fournies par Baidu. Tesla n'a pas eu d'autre choix que de s'associer à un partenaire local pour obtenir l'approbation de ce logiciel déjà proposé aux conducteurs états-uniens. Cette approbation permet désormais à Tesla de concurrencer les grands constructeurs automobiles chinois qui ont déjà mis en place des fonctions d'assistance à la conduite de plus haut niveau.

La publication de ces annonces coïncide avec la visite d'Elon Musk à Pékin, où il a rencontré le premier ministre chinois Li Qiang.

Retour au sommaire [ici](#)

¹ Véhicules particuliers à essence immatriculés avant le 30 juin 2011, véhicules particuliers à moteur diesel immatriculés avant le 30 juin 2013 et véhicules particuliers à autre type de carburant.

Développement durable, énergie et transports

Villes : le MNR entend freiner la croissance irrationnelle de l'offre de logements dans les villes pour stabiliser les marchés immobiliers locaux

Le ministère des Ressources naturelles (MNR) a publié une [notice](#) sur l'approvisionnement en terrains résidentiels pour l'année 2024, visant à adapter l'offre de terrains aux besoins du marché immobilier afin de freiner la croissance irrationnelle de logements dans certaines villes.

La notice exige de suspendre la vente de nouveaux terrains résidentiels pour les villes où le temps moyen pour vendre un logement dépasse 36 mois. Dans les villes où cette durée est entre 18 et 36 mois, il est demandé d'« ajuster dynamiquement » la quantité de terrains mis en vente en fonction des stocks de logement sur le marché au cours de l'année. De plus, les autorités locales sont enjointes de mettre en usage rapidement les terrains inutilisés.

En revanche, le MNR garantit toujours l'approvisionnement en terrains pour les projets de logements sociaux.

Aéronautique : les compagnies Air China et China Southern Airlines commandent chacune 100 appareils C919

Les compagnies aériennes [Air China](#) et [China Southern Airlines](#) ont chacune annoncé, respectivement le 26 et le 29 avril 2024, avoir signé un contrat avec COMAC pour l'achat de 100 avions C919. Les deux paquets de 100 appareils seront livrés entre 2024 et 2031 (le calendrier détaillé des livraisons n'a pas été communiqué). Le montant total s'élève à 9,9 Mds USD au prix catalogue pour la commande de China Southern Airlines et 10,8 Mds USD pour celle d'Air China, cette dernière étant entièrement composée de la version à long rayon d'action du C919. Les deux compagnies ont précisé avoir bénéficié d'une « remise importante » pour l'achat des avions et que leur financement se fera par fonds propres, prêts bancaires et « d'autres méthodes de financement », sans impact sur leur trésorerie.

China Eastern Airlines [avait déjà passé](#) une commande de 100 avions C919 en septembre 2023, avec des livraisons également prévues entre 2024 et 2031 (5 en 2024, 10 par an entre 2025 et 2027, 15 par an entre 2028 et 2030, 20 en 2031 – voir [Brèves hebdomadaires du SER de Pékin - Semaine du 9 octobre 2023](#)). HNA Group, maison-mère de Hainan Airlines, [avait aussi signé](#) un contrat pour 60 avions C919 en avril 2023 (voir [Brèves hebdomadaires du SER de Pékin - Semaine du 15 mai 2023](#)). COMAC n'a

pas communiqué sur la situation du carnet de commandes du C919 à l'issue de cette série de nouvelles commandes.

Par ailleurs, le 27 avril 2024, les autorités de Shanghai et de Hong Kong [ont conjointement annoncé](#) que le C919 réalisera son premier vol commercial en dehors de la Chine continentale le 1er juin, avec un vol de Hong Kong à Shanghai transportant 150 étudiants pour un stage.

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Bourse : L'Occitane International s'apprête à quitter la Bourse de Hong Kong (HKEX)

L'actionnaire majoritaire de *L'Occitane International*, Reinold GEIGER, a annoncé retirer le groupe français de cosmétiques de la Bourse de Hong Kong (HKEX), dans le cadre d'une offre qui le valorise à 13,9 Mds HKD (1,7 Md EUR). L'opération, annoncée en début de semaine, se fera en partenariat avec *Crédit Agricole Corporate and Investment Bank*, *Blackstone* et *Goldman Sachs*.

Dans le cadre de cette transaction, *L'Occitane Groupe*, la *holding* du milliardaire autrichien basée au Luxembourg, proposera 34 HKD par action. Ce prix est définitif et représente une prime d'environ 60 % par rapport au cours moyen de clôture des 60 derniers jours de cotation pré-rumeur, a précisé *L'Occitane International* dans un communiqué.

Même si ce retrait est expliqué par le souhait de « libérer l'entreprise des pressions des marchés financiers » et des obligations de transparence, cette annonce représente une perte significative pour la place de Hong Kong, qui cherche à renforcer son statut de hub financier international. *L'Occitane International* était en effet l'une des rares entreprises européennes (et la seule française) cotées à la bourse de Hong Kong.

Cryptoactifs : lancement d'ETFs adossés au bitcoin et à l'ether

Le régulateur hongkongais, le *Securities and Futures Commission* (SFC), a récemment donné son autorisation à plusieurs sociétés de gestion d'actifs pour lancer des « fonds négociés en bourse » ou *Exchange Traded Fund* (ETF) adossés au *bitcoin* et à *l'ether*. Cette décision fait de Hong Kong la première place financière asiatique à permettre la création d'ETF liés à des cryptoactifs. Les ETF, qui ont été lancés ce mardi, offrent ainsi aux investisseurs une nouvelle opportunité de s'exposer aux actifs numériques de manière réglementée. Ces fonds ont été émis par des gestionnaires de fonds tels que *ChinaAMC*, *Harvest International* et *Bosera Asset Management*, en collaboration avec *HashKey Capital*, la branche d'investissement de la société hongkongaise spécialisée dans les cryptoactifs, *HashKey Group*. Cette mesure renforce le statut de Hong Kong en tant que hub financier spécialisé dans la *fintech*.

Tourisme : extension du visa d'affaires pour les visiteurs de Chine continentale

Dans l'optique de favoriser les flux commerciaux, financiers et humains au sein de la région, les visiteurs de Chine continentale munis d'un visa

d'affaires pourront désormais séjourner à Hong Kong et Macao pendant deux semaines, au lieu d'une seule auparavant, à partir du mois de mai. Cette annonce fait partie d'une série de mesures annoncées par la *National Immigration Administration* dans le but de faciliter les déplacements dans la *Greater China* (et plus spécifiquement au sein de la *Greater Bay Area*) afin de faciliter le climat des affaires de la région. Selon les autorités, cette mesure pourrait concerner les employés de plus de 30 000 entreprises. Ces visas, ainsi que les « visas multi-entrées », seront disponibles dans 3 400 bureaux en Chine continentale.

Macao

Industrie du jeu : les actions des opérateurs de casinos en hausse suite à l'annonce de facilitation des visas pour les visiteurs chinois

À partir du 6 mai, les touristes chinois participant aux voyages en groupe « Hengqin-Macau Tour » pourront bénéficier d'un visa à entrées multiples, leur permettant de voyager entre les deux villes plusieurs fois sur une période de 7 jours. Cette annonce fait partie d'une série de mesures visant à faciliter le processus de visas pour les visiteurs de Chine continentale se rendant à Hong Kong et à Macao. Selon JP Morgan, ces assouplissements sont perçus comme un soutien significatif de la part de la Chine et devraient bénéficier particulièrement à la reprise du « jeu de masse » à Macao.

Suite à ces annonces, les actions des opérateurs de casinos ont connu une hausse, *Melco International Development* enregistrant une augmentation de 14%, *Sands China* de 7,1% et *Galaxy Entertainment Group* de 4,8%. L'indice *Bloomberg Intelligence* des opérateurs de casinos a progressé de 3,7 %. Au cours des quatre premiers mois de l'année 2024, les revenus des casinos ont augmenté de 53,7 % en g.a à 9,4 Mds USD, mais restent inférieurs de 23,9 % à leur niveau atteint au cours de la même période de 2019.

Taiwan

Energies renouvelables : Taïwan élargit son parc éolien en mer

Jeudi 25 avril à Taichung, [Orsted](#) a inauguré, en présence de la Présidente Tsai Ing-wen, les phases 1 et 2a du projet *Greater Changhua*, la plus grande ferme éolienne offshore de la région APAC. Le projet, d'une capacité installée de 900 MW, suffit à assurer la consommation électrique annuelle d'un million de foyers taïwanais. Une fois les phases 2b, 3 et 4 finalisées, cette ferme sera dotée d'une puissance installée de 2,4 GW.

L'unité 1 est codétenue par Orsted (50%) et Mercury Taiwan Holdings (50%), consortium réunissant la Caisse de dépôt et placement du Québec et Cathay PE. L'unité 2a est quant à elle détenue à 100% par Orsted.

Ce projet illustre la volonté des [autorités taïwanaises](#) de faire de l'éolien offshore un des piliers du futur mix énergétique « zéro carbone » de l'île, dont 9,5% de la production électrique a été assurée par les énergies renouvelables en 2023. Avec 283 turbines et 2,25 GW de capacité installée à la fin 2023, elles souhaitent poursuivre cette dynamique et visent une capacité installée de 2,56 à 3,04 GW fin 2024.

Taiwan, dont la production électrique s'est portée à 282 TWh en 2023, espère tirer, à l'horizon 2050, 60 à 70% de son électricité des énergies renouvelables, avec un objectif intermédiaire de 27 à 30% dès 2030. L'île espère atteindre ses objectifs de neutralité carbone en 2050, principalement par le recours à l'éolien offshore (capacité installée de 40 à 50 GW), et à l'énergie solaire (40 à 80 GW).

En parallèle, le président élu [Lai Ching-te](#) a récemment déclaré souhaiter accélérer le développement de la géothermie et de l'hydrogène, qui représente aujourd'hui une part négligeable du mix énergétique de l'île.

Patrimoine économique à Taïwan : la somme brute enregistre une hausse, mais l'écart entre les riches et les pauvres s'agrandit

La [Direction du budget, des comptes publics et des statistiques \(DGBAS\)](#) a indiqué dans son dernier rapport que le patrimoine économique brut de Taïwan s'élevait à 310 610 Mds TWD (9 209 Mds EUR) en 2022, enregistrant une progression de +9 % en glissement annuel. Cette hausse s'explique essentiellement par la progression de la valeur des terrains (+4 % par rapport à 2021) ainsi que celle de la construction (+8 %) et des équipements de machine-outil (+9 %) en raison des investissements dans les technologies émergentes et l'énergie verte. Le secteur des ménages représente environ 64 % de la valeur nette du patrimoine, suivi des administrations publiques (26 %), des entreprises (6 %) et des associations à but non lucratif (4%). Néanmoins, les [inégalités patrimoniales](#) ont

fortement progressé d'après les dernières données de la DGBAS sur l'année 2021. Avec un patrimoine médian de près de 9 MTWD (environ 0,3 MEUR), le ratio entre le patrimoine moyen des 20% de foyers les plus riches (51,33 MTWD / 1,5 MEUR) et celui des 20% les plus pauvres (0,77 MTWD / 22 830 EUR) est passé à près de 66,9, contre 16,8 il y a 30 ans. On observe en outre une hausse de l'indice de Gini pour l'île, passant de 0,47 à 0,606 fin 2021, restant cependant toujours inférieur à celui de l'Australie (0,611), du Royaume-Uni (0,62), de la France (0,676), du Japon (0,678) ou encore de l'Allemagne (0,727).

Retour au sommaire [ici](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Pékin

christian.gianella@dgtrésor.gouv.fr, hannah.fatton@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pékin

Abonnez-vous : laureen.calcat@dgtrésor.gouv.fr